



SADEC AKELYS

AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

SADEC Saint-Dizier

PA du Pré Moinot

Rue des Minières

52100 SAINT DIZIER

Tel 03 25 06 53 90

E-mail accueil.st-dizier@sadec-akelys.fr

Site internet : www.sadec-akelys.fr

Ligue de l'Enseignement de Haute-Marne

24 rue des Platanes

52902 CHAUMONT

Rapport sur les comptes annuels

Association Loi 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris •
Pouilly-en Auxois • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Sens • Strasbourg • Troyes • Vitry-le-François

Société SADEC- Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la région de Paris - Ile de France

Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège Social : 19 avenue de Messine - 75008 PARIS - Tél. 01 53 53 58 00

Siège administratif : 06 rue du Général Sarrail - 10000 TROYES - Tél. 03 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 000 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z – N° TVA
intracommunautaire : FR41351461694

Ligue de l'Enseignement de Haute-Marne

24 rue des Platanes
52902 CHAUMONT

-:-

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ligue de l'Enseignement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Ligue de l'Enseignement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC n° 2022-06 et 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les ressources de l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association Ligue de l'Enseignement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT DIZIER, le 7 mai 2026

Le Commissaire aux comptes

Arnaud COLSON

Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée

SADEC

Groupe SADEC AKELYS

SELAS au capital de 4 100 000 Euros

PA du Pré Moinot - Rue des minières BP 30074

52102 ST DIZIER CEDEX

Tél. 03 25 05 57 78

SIRET 351 461 694 00538 - APE 6820Z

BILAN ACTIF

31/12/2025 12 mois				31/12/2024 12 mois
Etat exprimé en euros	Brut	Amort.&Dépré	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Conces.Brevets & droits similaires	4 852	4 852		
Fonds commercial (1)				
Autres immob.incorporelles				
Avances et acomptes				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Agencements aménagement terrains	1 500	285	1 215	1 365
Constructions				
Inst.Tech., matériel Outill.Ind.	346 963	88 552	258 411	1 149
Autres immobilisations corporelles	120 793	74 570	46 223	15 117
Immob.corporelles en cours				
Avances et acomptes versés				294 574
<u>Immobilisations financières (2)</u>				
Participations évaluées				
Autres Participation	500		500	500
Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	168		168	168
Prêts			0	5 000
Autres immobilisations financières	814		814	814
TOTAL (II)	475 590	168 259	307 331	318 687
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks et en-cours</u>				
Matières premières, approvision.				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés	9 918		9 918	9 508
<u>Créances (3)</u>				
Créances Clients & cptes rattachés	79 517	23 520	55 997	63 280
Autres créances	157 265		157 265	455 777
Capital sousc.&Appel.non versé				
Valeur mobilières placement				
Disponibilités	269 321		269 321	176 510
Charges constatées d'avance	2 170		2 170	3 657
TOTAL (III)	518 191		494 671	708 732
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes rembours.des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF	993 781	191 779	802 002	1 027 419

(1) Dont droit au bail

(2) Dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) Dont créances à plus d'un an

BILAN PASSIF

	31/12/2025 12 mois	31/12/2024 12 mois
Etat exprimé en euros	Net	Net
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	179 578	185 578
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	9 125	41 369
RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédent ou Déficit)	-79 358	-32 244
Subventions d'investissement	269 191	273 872
Provisions réglementées		
TOTAL Des Fonds Propres	378 536	468 575
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	53 129	
TOTAL Des Autres Fonds Propres	53 129	751 572
Emprunts auprès établissement de crédit	76 526	266 116
Découverts et concours bancaires		
TOTAL Des Emprunts et dettes assilées	76 526	266 116
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	88 850	78 693
Provisions pour charges		19 300
TOTAL Des Provisions	88 850	97 993
DETTES		
<u>DETTES FINANCIERES</u>		
Emprunts obligatoires convertibles		
Autres emprunts obligatoires		
Emprunts et dettes auprès établissements de Crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 259	9 493
<u>DETTES D'EXPLOITATION</u>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 032	22 678
Dettes fiscales et sociales	58 889	81 794
<u>DETTES DIVERSES</u>		
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés		
Autres dettes	24 320	58 085
Produits constatés d'avance (1)	17 461	22 685
TOTAL des Dettes	204 961	194 735
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	802 002	1 027 419
<i>Résultat de l'exercice exprimé en centimes</i>	-79 357,58	-32 243,95
(1) <i>Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an</i>		
(2) <i>Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs banques et CCP</i>		

COMPTE DE RESULTAT Ligue de l'Enseignement Haute-Marne 1/2

Etat exprimé en euros			31/12/2025	31/12/2024
	France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue (Biens)				
Production vendue (Services et Travaux)	231 034		231 034	269 754
Montant net du Chiffre d'Affaires	231 034		231 034	269 754
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			697 139	777 223
Reprises provision risques et charges			19 300	27 700
Reprises s/prov. Et amorts, transfert de charges			0	5 143
Autres produits			15 697	17 749
TOTAL Des Produits d'Exploitation (1)			963 169	1 097 569
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			156	276
Variation de stocks (matières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			296 413	369 529
Impôts, taxes et versements assimilés			36 961	38 642
Salaires et traitements			574 870	655 031
Charges sociales du personnel			143 996	158 722
Cotisations personnelles de l'exploitant				
Dotations aux amortissements :				
* Sur immobilisations			45 116	6 790
* Charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux dépréciations				
* Sur immobilisations				
* sur actif circulant				
Dotations aux provisions			10 157	15 191
Autres charges			799	1 944
TOTAL Des Charges d'Exploitation			1 108 468	1 246 125
RESULTAT D'EXPLOITATION			-145 299	-148 556

COMPTE DE RESULTAT Ligue de l'Enseignement Haute-Marne 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION	-145 299	-148 556
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée	117 078	103 216
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 442	808
Reprises s/provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mob. De placement		
TOTAL Des Produits Financiers	1 442	808
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 096	1 400
Différences négatives de change		
Charges nettes s/ cessions valeurs mob. Placement		
TOTAL Des Charges Financières	7 096	1 400
RESULTAT FINANCIER	-5 654	-592
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-33 874	-45 932
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion (1)	12 355	15 090
Sur opérations en capital		
Reprises s/provisions et transferts de charges		
TOTAL Des Produits Exceptionnels	12 355	15 090
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion (2)	57 808	195
Sur opération en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL Des Charges Exceptionnelles	57 808	1 318
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-45 453	13 772
PARTICIPATION DES SALAIRES		
IMPOTS SUR LES BENEFICES	30	84
TOTAL DES PRODUITS	1 094 045	1 216 683
TOTAL DES CHARGES	1 173 402	1 248 927
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-79 358	-32 244
Contributions Volontaires en Nature		
Charges des Contributions Volontaires en Nature		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs	12 355	15 090
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	57 808	1 318
(3) Dont produits concernant les entreprises liées		
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées		

Objet social

La Ligue de l'Enseignement de Haute Marne a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Notre fédération accompagne, met en réseau ou fédère, selon leurs demandes et besoins, les associations qui agissent par et pour l'éducation du citoyen à travers la culture, le sport, l'environnement, les solidarités, la mixité sociale....

Nature et périmètre de nos actions

Ces actions se déploient sur l'ensemble du territoire départemental, au plus près des territoires.

Elles prennent différentes formes en fonction des terrains, des partenaires et des publics

- * Plaidoyer : porter la parole du monde associatif et de l'éducation populaire, contribuer aux politiques publiques ; représenter notre réseau
- * Mise en réseau : Coordonner des collectifs et des réseaux ; contribuer à des collectifs ; animer des réseaux
- * Ingénierie : production de contenus d'ingénierie, notamment en matière pédagogique et de formation
- * Pilotage de projets en direct, notamment en lien avec notre réseau affilié ou en appui de collectivités
- * Opérateur de gestion de structure (Centre d'initiation à la nature) ou de dispositifs (Dispositif Local d'Accompagnement)
- * Accompagnement individualisé : offre de services mutualisés et spécialisés à destination de notre réseau affilié

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Règles générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté, hormis ce qui est indiqué ci-dessous

Seules sont exprimées les informations significatives.

Afin de respecter le principe d'indépendance des exercices, l'intégralité des charges connues et engagées à la date d'arrêt des comptes ont été comptabilisées.

La ligne "Opération en commun" du compte de résultat comprend les participations aux charges fixes des associations et principalement USEP et UFOLEP.

Les adhésions et les affiliations à la ligue comprennent une partie pour le compte de la Ligue Nationale, une partie pour le Ligue Régionale et une cotisation d'assurance attachée à chaque licence et une partie pour la Ligue Départementale.

Afin de présenter un compte de résultat plus lisible pour la Ligue Départementale, les reversements sont comptabilisés en neutralisation des produits d'exploitation.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode

Les comptes de l'entité ont été établis conformément aux règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Cette application constitue un changement de méthode comptable qui a les principaux impacts suivants:

~ la suppression des transferts de charges et la comptabilisation des produits en fonction de leur nature, soit en diminution des postes de charges concernés, soit en produits d'exploitations;

~ la modification de la définition des éléments comptabilisés en résultat exceptionnel. Notamment, les opérations suivantes sont dorénavant comptabilisées dans le résultat d'exploitation :

- a) les produits de cession et VNC des immobilisations cédées
- b) les quotes-parts de subvention d'investissement rapportées au résultat .

Nous avons présenté le bilan et le compte de résultat de l'exercice N, ainsi que ceux de l'exercice N-1, conformément au nouveau règlement.

Ces modifications de présentation ne constituent pas un retraitement des colonnes comparatives N-1, mais ont pour seul objectif de se conformer aux nouveaux modèles du bilan et compte de résultat.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs Brutes au 31/12/2025
	Augmentation		Diminution		
	Ré- évaluation ns	Acquisitions	Virt p.àp.	Cessions	

INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	4 852					4 852
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 852					4 852

CORPORELLES						
Agencements aménagement terrains	1 500					1 500
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol autrui						
Install. Générales, agenc; et aménag. Construct.						
Install.tech.matériel et outillage industriels	52 037	294 928				346 963
Install.générales, agencements aménag. Divers	18 055					18 055
Matériel de transport	27 482	30 470				57 932
Matériel de bureau et informatique mobilier	35 418	7 938				43 356
Emballages récupérables et divers	1 450					1 450
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes versés cdes imm. cor.	294 574				294 574	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	430 496	333 334			294 574	469 256

FINANCIERES						
Participations évaluées par mise en équival.						
Autres participations	500					500
Autres titres immobilisés	168					168
Prêts et autres immobilisations financières	5 814				5 000	814
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 482	-			5 000	1 482

TOTAL	441 830	333 334			299 574	475 590
--------------	----------------	----------------	--	--	----------------	----------------

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros	Amortis- sements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortis- sements au 31/12/2025
		Augmentation	Diminution	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	4 852			4 852
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 852	-	-	4 852
CORPORELLES				
Agencements aménagement terrains	135	150		285
Construction sur sol propre				-
Construction sur sol autrui				-
Install. Générales, agenc; et aménag. Construct.				-
Install.tech.matériel et outillage industriels	50 888	37 663		88 551
Install.générales, agencements aménag. Divers	18 055			18 055
Matériel de transport	12 927	5 983		18 910
Matériel de bureau et informatique mobilier	34 836	1 320		36 156
Emballages récupérables et divers	1 450			1 450
Immobilisations corporelles en cours				-
Avances et acomptes				-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 291	45 116	-	163 407
TOTAL	123 143	45 116	-	168 259

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Provisions réglementées				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISION REGLEMENTEES				
Provisions pour risques et charges				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes s/marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	19 300		19 300	-
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	78 693	10 157		88 850
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	97 993	10 157	19 300	88 850
Provisions pour dépréciation				
Sur				
Immobilisations				
-incorporelles				
-corporelles				
-des titres mis en équivalence				
-titres de participation				
-autres immo.financières				
Sur Stocks et en-cours				
Sur Comptes clients	23 520			23 520
Autres				
PROVISION POUR DEPRECIATION	23 520	-	-	23 520
TOTAL GENERAL	121 513	10 157	19 300	112 370

-d'exploitation		
-financières		
Dont dotations et reprises -exceptionnelles		
Titres mis en équivalence : montant des la dépréciation à la cloture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'articles 39-1.5e du C.G.I		

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros	31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	814		814
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	79 517	79 517	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers	155 389	148 715	6 674
Charges constatées d'avances	2 169	2 169	
TOTAL DES CREANCES	237 889	230 401	7 488
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(3) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
DETTES			
Emprunts obligatoires convertibles (1)			
Autres emprunts obligatoires (1)			
Emp.dettes ets de crédit à 1 an max à l'origine (1)			
Emp.dettes etx de crédit à plus 1 an à l'origine (1)	76 525	50 000	26 525
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			
Fournisseurs et comptes rattachés	92 032	92 032	
Personnel et comptes rattachés	18 368	18 368	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 964	36 964	
Impôts sur les bénéfices	30	30	
Taxe sur la valeur ajoutée			
Obligations cautionnées			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 527	3 527	
Dettes/immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés (2)			
Autres dettes	36 579	36 579	
Dettes représentative de titre empruntés			
Produits constatés d'avance	17 461	17 461	
TOTAL DES DETTES	281 486	254 961	26 525
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice			
(3) Emprunts dettes associés (personnes physiques)			

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2025

TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR		155 389
Autres créances Clients		3 442
Clients Factures à établir	3 442	
Autres créances Clients		151 947
Divers produits à recevoir	151 947	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2025

TOTAL DES CHARGES A PAYER		50 874
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Fournisseurs factures Non parvenues		
Dettes fiscales et sociales		32 844
Dettes provisions pour congés	18 547	
Charges sociales/Congés à payer	7 584	
Autres charges sociales à payer	6 713	
Autres Dettes		18 030
Diverses Charges à payer	18 030	

ANNEXE - Élément 6.12

Charges et produits constatés d'avances

Etat exprimé en euros	31/12/2025	Charges	Produits
Charges et Produits d'exploitation		2 170	17 461
Charges et Produits Financiers			
Charges et produits Exceptionnels			
TOTAL		2 170	17 461

ANNEXE - Elément 13

Effectif Moyen

31/12/2025	Interne	Externe
------------	---------	---------

Effectif Moyen par Catégorie		
Cadres et professions intellectuelles supérieurs	2,6	
Professions intermédiaires	3	
Employés	9,5	
Ouvriers	3	
TOTAL	18,1	.

--

Compte des résultat par origine et destination

(Evaluation des Contributions Volontaires en Nature)

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Bénévolat		
Travail des bénévoles soit	34 328,52 €	
Chemins de Traverse (chantiers partici 930 h	12424,80	
Lire et faire lire (interventions e 1624,5 h	21703,32	
accompagnement de classes 3h	40,08	
DLA 12h	160,32	
 Prestations en nature	 10245	
Mise à disposition de bureau CIN à la maison de Pays d'Auvergne par la CCAVM	1800	
Mise à disposition par Ville de Chaumont	8445	
 Dons en nature		
TOTAL	44 574	-

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature (alimentaires, vestimentaire ...)		
Mise à disposition de bureau CIN à la maison de Pays d'Auvergne par la CCAVM	1800	
Mise à disposition par Ville de Chaumont	8445	
Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériels ...)		
 Prestations		
 Personnel Bénévole		
Coût du travail des Bénévoles valorisé au SMIC + Charges	34 329	-
TOTAL	44 574	-

Compte des résultat par origine et destination

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	185 578			- 6 000	179 578
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	41 369	- 32 244			9 125
Excédent ou déficit de l'exercice	- 32 244	32 244		- 79 358	- 79 358
Situation nette	194 703	-		- 85 358	109 345
Fonds propres consomptibles					-
Subvention d'investissement	273 872			- 4 681	269 191
Provisions réglementées					
TOTAL	468 575	-	-	- 90 039	378 536

Compte des résultat par origine et destination

Concours publics et subventions

Au 31/12/25	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subventions d'investissement
FONJEP		32 436,00	
FSE +		75 724,00	
DEPARTEMENT		28 008,00	
REGION		52 154,00	
COMMUNES ET COMMUNAUTES DE COMMUNES		18 334,00	
AIDE A L' EMPLOI		50 829,00	
LFEEP SERVICE CIVIQUE		10 081,00	
LFEEP		109 823,00	
DRAC		2 500,00	
DIRECCTE/DREETS		66 358,00	
AUTRES SUBV DE FONCTION		4 000,00	
CAF		21 142,00	
DDCSPP/DRJSCS		3 900,00	
FDVA/ DRJSCS		10 720,00	
ANCT/CUS+CS			
LASCE/POLITIQUE DE LA VILLE		5 225,00	
SUBVENTIIONS DIVERSES		14 048,00	
CAISSES ECOLES MAIRIE JOINVILLE		52 451,00	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION		41 139,00	
PARC NATIONAL DE FORETS			
SUBVENTION AG2R		25 000,00	
FEPJ		1 135,00	
MSA SUD CHAMPAGNE		67 000,00	
SUBVENTION ARS		3 850,00	
QUOTE-PART SUBV D'INVESTI VIREE AU RESULTAT		37 859,00	
TOTAL		733 716,00	

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Utilisations				À la clôture de l'exercice		
Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers
Echos ouvriers		10 000,00 €	- 270,40 €		9 729,60 €	
MSA Numérique		65 000,00 €	- 21 600,00 €		43 400,00 €	
TOTAL				53 129,60 €		

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts